



## A quoi servent les COP?

### OPINION

Les COP organisées chaque automne ont-elles une quelconque utilité, au vu des dérèglements climatiques aux conséquences déjà catastrophiques et des émissions dont la courbe ne semble pas s'infléchir?

S'interroger sur l'utilité des COP doit amener à en rappeler la vocation. Le niveau international est celui de la définition du cap à tenir en commun, des instruments de suivi pour naviguer vers ce cap et de mesure de la distance qui nous en sépare. Tel est le premier objectif de l'Accord de Paris de 2015, pour limiter les températures bien en dessous de 2 °C et rester sous la barre de 1,5 °C. Il représente aujourd'hui la référence des lois cantonales ou fédérales, des plans climat communaux ou des engagements carbone pris par certaines entreprises. Sur le plan de la baisse des émissions, il est erroné de dire que les COP et l'Accord de Paris n'ont strictement servi à rien. Alors qu'en 2010, à l'heure des accords de Cancun, la planète tendait vers une hausse incontrôlée des températures moyennes de +4,2 °C à l'horizon 2100, les scénarios actuels, fondés sur les politiques et engagements des Etats, ramènent ces trajectoires vers les 2,5 à 2,9 °C. Autre cap, l'objectif attendu par le GIEC de pic des émissions avant 2025 est en passe d'être respecté selon l'Agence internationale de l'énergie. Ceci n'aurait pas été possible sans les politiques publiques mises en place à tous les niveaux dans le sillage de l'Accord de Paris et les développements accélérés des énergies renouvelables tel le photovoltaïque.

Cependant, alors que nous approchons en 2023 de la moyenne annuelle de +1,5 °C de hausse de température, la marche à gravir est encore très importante pour rester sous la barre de 1,5 °C en moyenne décennale et atteindre l'ambition d'une baisse globale de 43% des émissions



GÉRALDINE PFLIEGER

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION SUISSE À LA COP28,  
DIRECTRICE DE L'INSTITUT DES SCIENCES  
DE L'ENVIRONNEMENT, UNIGE

**Même si les résultats peuvent à bien des égards être jugés comme largement insuffisants, l'abandon de la délibération serait bien pire encore**

d'ici à 2030. Le besoin d'accentuer de façon rapide et intense les engagements pris mutuellement par les Etats représente l'enjeu central du premier bilan mondial de l'Accord qui sera clos à la COP28 et qui appellera les Etats à renforcer leurs engagements dès 2024 pour rester sous la barre de 1,5 °C. Plus précisément, il s'agira de promouvoir une accélération de l'efficacité énergétique, du déploiement des énergies renouvelables et une sortie accélérée de notre dépendance au fossile. En plus des objectifs d'atténuation, les COP sont aussi là pour débattre de la juste part prise à la baisse des émissions par les Etats compte tenu de leurs capacités nationales, et venir soutenir grâce à des financements et capacités d'adaptation les pays les plus

pauvres et vulnérables afin de répondre aux nouveaux risques climatiques, dont ils ne sont que très marginalement responsables.

L'interrogation sur l'utilité des COP est en outre alimentée par les attentes démesurées des «COP de la dernière chance», qui se perpétuent au fil des ans et qui laissent l'image que tout pourrait être résolu en deux semaines par le haut. Il faut à cette étape bien considérer ce à quoi les COP ne peuvent en aucun cas servir: imposer à toute la planète une loi CO<sub>2</sub> ou des taxes sans qu'elles ne soient débattues par nos parlements, ou soumises à votation, généraliser et mettre en œuvre des plans climat dans toutes les villes et tous les villages du monde. Les COP ne sont pas des niveaux de mise en œuvre. Elles ne peuvent en aucun cas produire une sorte de commandement climatique qui serait non seulement contestable, mais aussi peu démocratique et mettrait au pas l'ensemble des habitants de la planète. Elles contribuent en revanche à diffuser des normes, des solutions, à promouvoir des technologies, à discuter d'une mise en œuvre juste et équitable. Elles sont un lieu d'échange et d'évaluation des solutions proposées, pour limiter les risques, les effets pervers et ne pas promouvoir des remèdes qui seraient pires que le mal.

Si complexe soit-elle, la quête d'une réponse planétaire aux dérèglements est pour autant essentielle. Même si les résultats peuvent à bien des égards être jugés comme largement insuffisants, l'abandon de la délibération serait bien pire encore et ouvrirait la voie à des trajectoires climatiques totalement débridées. Nous n'avons donc d'autres choix que de négocier entre entités qui ne partagent pas les mêmes intérêts et la même vision du monde pour parvenir à une orientation générale sur l'avenir de la planète. ■